



planète humainité

FÉVRIER 2017

PCF
commission Écologie

Hervé Bramy
Alain Pagano

ecologie.pcf.fr

DONNER DU SENS POPULARISER NOS PROPOSITIONS

Dans un contexte politique très évolutif, beaucoup d'électeurs, militants compris, se sentent perdus. Des gens ne savent pas pour qui voter... ou oscillent parfois entre des choix très différents. Il y a besoin de donner du sens ! C'est notre objectif de militants politiques.

Et pour cela, quoi de mieux que de convaincre sur les idées, de diffuser notre programme *La France en commun* qui reçoit bon accueil ? C'est la meilleure manière de recentrer le débat sur les vrais enjeux : quelles orientations politiques pour demain ? C'est ce débat sur les solutions, les idées à mettre en œuvre qui nous aidera à construire, par un pacte d'engagements communs, le rassemblement de la gauche antilibérale que nous appelons de nos vœux.

Redonner du sens. En partant des préoccupations de nos concitoyens. La consultation citoyenne nous avait montré que l'écologie était « en tête de gondole » des préoccupations populaires. Nul étonnement donc à voir qu'elle a pris une part importante dans le débat d'idées et les programmes de plusieurs candidats (Hamon, Mélenchon et Jadot).

Pour notre part, il nous faut populariser nos propositions. Nous n'en manquons pas. À titre d'exemple, le plan d'urgence climat donne à voir des pistes très concrètes : développement du feroutage, des voies navigables et des transports en commun (jusqu'à la gratuité) ; rénovation énergétique des bâtiments ; circuits courts agricoles mais aussi industriels.

Cette dernière proposition implique l'interdiction des délocalisations. *A contrario*, des relocalisations sont souhaitables, avec créations d'emplois. Nous y ajoutons la volonté de développer des filières d'avenir (énergies renouvelables, automobiles propres...). Nous portons aussi d'autres propositions (transition énergétique, eau ...). À lire et à faire lire dans notre programme.

Alain Pagano

membre du CN

responsable adjoint de la commission Écologie
enseignant-chercheur en écologie



MAUVAISE nouvelle **BONNE**

L'ONU a adopté une résolution appelant à prendre des mesures efficaces dans la lutte contre le braconnage et le commerce des espèces protégées

L'État a racketté l'ONEMA de 58M€
et une nouvelle fois les agences de l'eau de 194M€

SUPPLÉMENT
les matériels
de la commission
à votre
disposition

contact :
jyoudom@pcf.fr
01 40 40 11 59

dans ce numéro

- 2• **Pantin : en plein pic de pollution**, Rafaël Perez, membre de l'exécutif fédéral PCF de la Seine-Saint-Denis
Non à l'extraction de sables dans la baie de Lannion, Florence Lelieu, conseillère municipale à Ploumilliau, secrétaire de section de Plestin/Plouaret, Côtes-d'Armor
- 3• **Les premiers pas de l'Agence de la biodiversité**, Aurélie Biancarelli-Lopes, docteure en sciences des matériaux et nanosciences, ingénieure
2 600 tonnes de maïs toxique dans le port de Brest, Yvonne Rainero, membre du CD/PCF du Finistère et de la commission nationale *Santé/Protection sociale*
- 4• **actualités** : événements - informations - à lire et à diffuser - livres et publications

Rafaël Perez

**membre de
l'exécutif fédéral
du PCF de la
Seine-Saint-Denis**

Pantin : en plein pic de pollution

En plein pic de pollution, les communistes de Pantin ont pris l'initiative d'une rencontre citoyenne autour du thème : *Pantin est-elle vraiment la ville la plus polluée de France ?*

Quelques semaines auparavant, la presse relayait une étude sur la pollution de l'air de l'Organisation mondiale de la santé titrant sur ce constat.

Cette étude repose sur l'analyse des résultats d'un capteur situé sur Pantin, d'autres modèrent le constat. Ceci dit, il faut bien prendre en compte que Pantin est traversée par deux nationales, borde le périphérique, est toute proche des entrées des autoroutes A1 et A3. En préparant cette rencontre, il apparaît une situation de grande pollution dans toute la première couronne entre périphérique et A86.

Compte tenu de l'impact sur notre santé de ce type de pollution, nous avons jugé nécessaire de comprendre ces résultats et aussi de tracer des pistes de solutions. Questions locales et questions de société se sont entremêlées.

Elles interpellent l'action de la majorité municipale même si elle n'est pas en compétence sur tout : transformations en boulevards urbains des deux nationales toujours reportées, densification à la

hussarde de la ville, blocage du parc régional de la corniche des forts, projets résidentiels séduisants sur le canal de l'Ourcq mais occultant les possibilités de développer le transport fluvial. Sans oublier ce qui n'est pas strictement pantinois. Il faut donc évoquer la tentative heureusement avortée jusqu'à maintenant de construire sur le parc G.Valbon à la Courneuve, et la nécessité d'un vrai pôle ferroviaire de transports de marchandises sur Pantin/Noisy-le-Sec.

Elles interpellent sur des choix politiques. Paris réduit drastiquement sa circulation, ciblant les véhicules les plus polluants, comment accompagner sans subir ? Quelles réponses les communes de première couronne peuvent-elles apporter pour dire la circulation des voitures sans pénaliser les plus pauvres et ceux qui ont le moins d'accès aux transports en commun ? Comment poursuivre le développement des transports en commun, aller vers leur gratuité, développer d'autres formes de circulations ?

Derrière ces questions, un choix sur l'utilisation de l'argent s'impose, pour aménager écologiquement et démocratiquement les villes, pour financer les transports en commun, pour une industrie qui rende possible une nouvelle politique énergétique décarbonnée.

Florence Lelieu

**conseillère
municipale PCF
à Ploumilliau
Côtes-d'Armor**

première victoire dans la baie de Lannion !

En 2010, la Compagnie armoricaine de navigation (CAN), filiale du Groupe Roullier¹, a fait une demande d'exploitation de la dune du Crapaud, située en baie de Lannion, pour anticiper une directive européenne de 2013 visant à interdire l'exploitation du maërl.

Pour contrebalancer l'acidité des sols, les agriculteurs ajoutent des amendements comme les sables coquilliers ou le maërl.

Les impacts écologiques

La dune du Crapaud, située à proximité d'un périmètre Natura 2000, est un riche écosystème. Parmi de nombreux poissons comme le bar, le lieu, le barbu ou le turbot, on trouve au moins trois espèces de lançons². Or, à chaque extraction, les fonds marins sont alors recouverts de suspensions sableuses qui tuent la vie de tout l'écosystème.

La dune a aussi un effet de frein sur la houle. Araser la dune, c'est augmenter l'exposition de nos côtes : on assisterait très vite à une modification du trait de côte.

L'impact économique

Environ 600 pêcheurs travaillent sur cette zone. Un emploi en mer induit 3 emplois à terre, ce sont donc 2400 emplois concernés par la protection de cette dune nourricière, sans compter les activités de loisirs et de tourisme.

La CAN possède déjà 2 sites d'extraction en Bretagne qui permettent une récolte annuelle de 300 000m³ de sable coquiller, pour un besoin régional estimé de 100 000m³/an. Ces ressources seront donc exportées aux 2 tiers.

La lutte a permis l'abandon de l'exploitation de ce site

En effet, Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, a demandé au préfet de ne pas reconduire l'autorisation annuelle d'exploitation, donnée conjointement par les ministres de l'époque, Emmanuel Macron et Manuel Valls.

Toutefois la vigilance s'impose. En effet, l'autorisation existe toujours. Forts des 80% d'avis défavorables au projet de la CAN, des mobilisations citoyennes, les collectifs *Peuple des dunes en Trégor*, *Peuple des dunes de Batz à Bréhat* (60 associations de tous secteurs), *Grain de Sable*, les élus locaux et communautaires des 13 communes concernées par l'enquête publique de 2010 ont permis cette première victoire.

1. Le groupe Roullier, spécialisé dans les fertilisants et la nutrition animale, 1,3 milliards de chiffre d'affaires en 2015, 7 900 salariés dans le monde et 116 pays de commercialisation dont la Chine. M. Roullier, c'est aussi la 29^e fortune de France.

2. Les lançons sont de tout petits poissons qui vivent dans le sable. Ils sont à la base de la chaîne alimentaire aussi



Aurélie
Biancarelli-Lopes



docteure en sciences
des matériaux
et nanosciences
ingénieure

les premiers pas de l'agence de la biodiversité

Protéger la biodiversité une nécessité

En France, ce sont 9% des mammifères, 32% des oiseaux, 24% des reptiles ou encore 23% des amphibiens qui sont menacés de disparition d'après la liste rouge de l'*Union internationale de la conservation de la nature*. La création de l'*Agence française pour la biodiversité* est une bonne nouvelle.

La fusion de quatre organismes

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la France dispose d'une nouvelle agence nationale : l'*Agence française pour la biodiversité* (AFB). Avec 1 200 salariés répartis entre le Val-de-Marne, le Finistère, l'Hérault et de nombreuses antennes locales, l'AFB regroupe différentes institutions déjà existantes : l'*Office national des eaux et des milieux aquatiques* (ONEMA), l'*Atelier technique des espaces naturels* (ATEN), les *Parcs nationaux de France* et l'*Agence des aires marines protégées* (AAMP).

Promesse de campagne de François Hollande et mesure emblématique de la loi pour la reconquête de la biodiversité (août 2016), ce nouvel

établissement est placé sous la tutelle du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer. L'AFB poursuivra les missions des quatre structures dont elle est issue tout en en menant de nouvelles : développement des connaissances, gestion des parcs marins, police de l'environnement, appui technique aux politiques publiques, formation des personnels des collectivités ou des acteurs économiques, inventaire de la biodiversité ou encore lutte contre les espèces envahissantes.

Un budget à l'étroit

Dotée d'un budget de 225 millions d'euros, issus de la simple addition des budgets des organismes dont elle est issue, le financement n'est pas à hauteur du périmètre de compétence élargie. Le manque d'engagement politique pour faire vivre cette structure est d'autant plus criant que le gouvernement a ponctionné 92M€ sur le fond de roulement de l'ONEMA via le projet de loi de finance rectificative.

Une somme qui aurait dû servir à financer des projets liés à l'eau et la biodiversité.

Yvonne Rainero



membre du CD/PCF
du Finistère
et de
la commission
nationale
Santé/Protection
sociale

26 000 tonnes de maïs toxique dans le port de Brest

Les 26 000 tonnes de maïs traité à la phosphine, pesticide extrêmement dangereux au plan neurologique, respiratoire, cardiaque, stockées dans le port de Brest (Finistère) depuis la mi-décembre, sont emblématiques des risques sanitaires et environnementaux qui découlent de choix économiques soumis à la loi du profit.

Ce maïs, acheté en Roumanie par une société de trading pour le groupe agroalimentaire breton Triskalia, transporté par un navire polonais battant pavillon de complaisance des Bahamas, et destiné à l'alimentation animale, avait à son arrivée à Brest une teneur en phosphine hautement toxique : selon les dockers, il aurait suffi de respirer le gaz au-dessus de la cale pour « partir en un quart d'heure ».

La phosphine, interdite en France dans l'agriculture, reste autorisée dans le transport maritime, avec des préconisations strictes qui, de toute évidence, n'ont pas été respectées. À la suite d'alertes lancées par des médecins et par la CGT, un groupe de travail interministériel avait été créé en 2013. **Au vu de cette nouvelle affaire, il ne semble pas avoir été très productif...**

On peut se demander ce qui se serait passé sans la vigilance des associations environnementales, des syndicats, des salariés du port de Brest, de ceux de Nutrea-Triskalia* qui

avait déjà reçu 500 tonnes de ce maïs toxique sur son site de Plouisy (Côtes-d'Armor).

Car la préfecture du Finistère a pris les choses à la légère, déclarant dans un premier temps qu'il n'y avait pas de problème de santé publique, ce qui lui valut une vive réaction des communistes du département. C'était faire peu de cas des marins, dockers, chauffeurs routiers, salariés de l'agroalimentaire, agriculteurs et, au bout du compte, des consommateurs car tout cela finira dans la chaîne alimentaire.

Aujourd'hui le préfet communique sur les mesures de surveillance prises par ses services mais refuse la destruction du stock toujours immobilisé à Brest.

Le débat est à nouveau lancé sur la traçabilité des cargaisons débarquées, sur l'étiquetage des conteneurs, sur l'information des salariés quant aux risques encourus, sur les contrôles des autorités portuaires, et au-delà sur l'utilisation de ces pesticides et autres produits dangereux pour l'homme et son environnement, sur l'urgence de tourner le dos à une agriculture intensive et polluante, à la dérégulation du commerce international aux mains de la finance, pour faire prévaloir les besoins humains et ceux de la planète.

*Poursuivie en justice pour de précédents scandales de contamination aux pesticides qui ont valu à plusieurs salariés la double peine : malades et licenciés.

HISTOIRE DE DIRE...

« *Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toutes richesses : la terre et le travailleur* ».

Karl Marx. Le Capital, livre 1, Ed. Sociales. Paris 1983. P. 565-567

ÉVÉNEMENTS

- Tran to Nga, résistante vietnamienne, intente un procès aux multinationales qui ont fabriqué ce toxique terrible qu'est « l'agent orange ». 26 multinationales sont concernées, dont Monsanto et Dow Chemical. Ce défoliant utilisé par l'aviation américaine entre 1961 et 1971 a de graves effets tératogènes et a provoqué des malformations congénitales sur les 4 millions de personnes contaminés. Il serait temps que les USA payent ce crime!
- Des chercheurs ont publié une étude en novembre 2016 (revue *Sciences Advances*) qui montre pour la première fois les mécanismes qui entraînent l'apparition de nouvelles pathologies infectieuses dans les pays tropicaux. La déforestation est en cause. (voir *l'Humanité quotidienne* du 12.12.2016 article d'Al.Chaignon).
- La principauté de Monaco doit s'étendre. Alors on va transporter par camion 2,5 millions de tonnes de cailloux (250 camions/jour). Il s'agit de gagner 60 000 m² sur la mer. Bouygues est à la manœuvre ! les habitants de la Seyne-sur-Mer et de la rade de Toulon apprécieront ! La carrière n'est pas loin ! (information de *La Marseillaise* du 11.12.2016).

INFORMATIONS

- Sur le campus de Paris-Saclay, l'Institut Cland est créé. Il évaluera des solutions liées à la gestion des terres et aux écosystèmes cultivés pour les transitions écologique et énergétique du XXI^e siècle. Ses 200 chercheurs travailleront en particulier sur le changement climatique, le fonctionnement des écosystèmes et la dynamique de la biosphère (voir les *Défis du CEA*, n° 212, novembre 2016).
- Perturbateurs endocriniens : ce sont des substances chimiques qui peuvent troubler le fonctionnement hormonal des êtres vivants. Une liste de ces substances doit être établie par la Commission européenne pour en retirer certaines du marché. Mais les dérogations se multiplient concernant les pesticides : les majors de cette industrie ne doivent pas être loin et la communauté scientifique s'inquiète. Cent scientifiques appellent à la création d'un groupe d'experts inter-gouvernemental à ce sujet. Un des objectifs est de mettre la science à l'abri des intérêts privés.

À LIRE ET DIFFUSER

Vers un nouvelle industrialisation. Cadre et pistes, Alain Tournebise. In. *Économie et Politique* n°746-747, septembre 2016, p. 35-39.

Eau et jardin d'Éden au Maroc, Stéphane Leroux. In *La revue du projet* n°61, décembre 2016, p. 42-43.

L'opinion publique française et l'énergie nucléaire, Boris Le Ngoc. R.G.N. n°4, juillet-août 2016, p. 48-51.

Progressistes n°14, Dossier « Industrie, peur et précaution », 13 articles, octobre 2016, p. 3-30.



LIVRES ET PUBLICATIONS

Au-delà du marché. Les nouvelles de la dé-marchandisation, Bernard Perret. Éd. Les Petits Matins. Institut Veblen. 2015. 97 pages.

Dormez tranquilles jusqu'en 2100, Jean-Marc Jancovici. Éd. Odile Jacob. 2015. 196 pages.

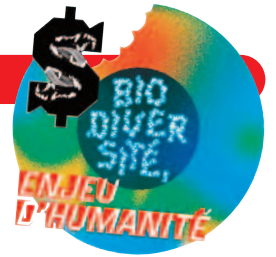
Climat, environnement, énergies : 30 idées reçues pour démêler le vrai du faux, Éd. Le cavalier bleu. 2015. 231 pages.

Pour sortir du capitalisme éco-partagé ou communisme, André Prone, Maurice Richaud. Éd. L'Harmattan. 2012. 237 pages.

Faune sauvage, biodiversité et santé : quels défis ? Serge Morand, François Moutou, Céline Richomme. Éd. Quae. 2014.



PROGRAMME DES PROCHAINES AUDITIONS



MARDI 28 FÉVRIER 2017 À 18H30

Les enjeux de la brevetabilité du vivant

Jean-Louis Durand, chargé de recherche en bioclimatologie-Inra et représentant de la CGT-Inra
présentation par Xavier Compain
responsable national du PCF en charge de l'Agriculture, Pêche, Forêt

JEUDI 2 MARS 2017 À 18H30

Marchandisation de la nature

Romain Julliard, maître de conférence du Muséum national d'histoire naturelle et chercheur
au laboratoire Conservatoire des espèces, suivi et restauration des populations (CNRS/MNHN)
auteur de *Biodiversité utile vs nature inutile : argumentaire écologique et économique*
in « Valeurs de la biodiversité et services écosystémiques.
Perspectives interdisciplinaires » Éditions Quae
présentation par Aurélie Biancarelli-Lopes, docteure en sciences des matériaux et nanosciences,
ingénieure, membre de la coordination de la commission nationale *Écologie*

*ces deux auditions se dérouleront durant la période du Salon de l'Agriculture (25 février au 5 mars 2017)
Pierre Laurent y conduira, le 1^{er} mars, une délégation de candidat-e-s aux élections législatives*

MERCREDI 28 MARS 2017 À 18H30

Dangers avérés ou non des PGM

Jean-Claude Pernollet, ingénieur agronome, docteur ès sciences et directeur de recherche hono-
raire de l'Inra, membre de l'Académie d'agriculture de France, auteur de *Plantes génétiquement
modifiées, menace ou espoir ?* Éditions Quae, janvier 2015.
présentation par Hervé Bramy, responsable national au PCF en charge de l'Écologie

pour assister en direct aux trois auditions, deux possibilités
soit sur place au siège du PCF, 2 place du Colonel-Fabien Paris 19^e - Métro Colonel-Fabien
soit via la page de la commission *Écologie* du PCF de Facebook
dans les deux cas vous avez la possibilités de réagir et de poser des questions

partagez ces événements sur FACEBOOK

LES DERNIERS COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Risques de coupure d'électricité : la libéralisation en cause
www.pcf.fr/95462

Pollution: rendons à l'air sa bonne qualité sur la durée
www.pcf.fr/95161

AZF: 15ans pour rendre justice
www.pcf.fr/95851



LES VIDÉOS

Sauvons les abeilles
Vedrenne-Lapie-Pagano
<http://ecologie.pcf.fr/92942>



Science et biodiversité
Laurent-Guyon-Abbadie-Thiébaud
<http://ecologie.pcf.fr/93986>



**Avancées et limites de la loi :
préservation de la biodiversité,
de la nature et des paysages**
Didier-Chevassus au Louis-Durand
<http://ecologie.pcf.fr/94055>



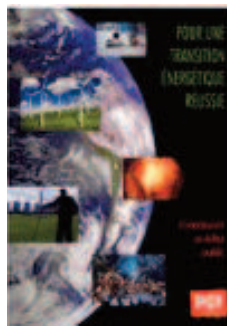
**Marchandisation
de la nature ?**
Denis Couvet, professeur
au Muséum national
d'histoire naturelle
<http://ecologie.pcf.fr/96210>



LES DOCUMENTS EN VENTE ou EN ACCÈS LIBRE SUR LE SITE DU PCF

**PASSEZ
VOS COMMANDES
youdom@pcf.fr**

**Pour une transition
énergétique réussie**
contribution au débat public
mai 2012 – 2€
http://www.pcf.fr/sites/default/files/pour_une_transition_energetique_reussie_reseau-energie-pcf.pdf



**L'eau : un besoin, un droit,
un combat**
contribution du PCF
au débat citoyen
juillet 2013 – 2,50€
http://www.pcf.fr/sites/default/files/exe_brochure_eau_web.pdf



**Déchets richesses
et pollutions**
une nouvelle approche sociétale
contribution du PCF
au débat citoyen
mai 2016 – 3€
http://www.pcf.fr/sites/default/files/brochure_dechets_0.pdf



**exceptionnellement jusqu'à
début mars 2017**
**Valeurs de la biodiversité
et services écosystémiques.
Perspectives
interdisciplinaires**
Editions Quae 2016 -35€



LES DERNIERS TRACTS

**Biodiversité :
enjeu d'humanité**
décembre 2106
<http://www.pcf.fr/94793>



NON à Europacity
janvier 2017
<http://ecologie.pcf.fr/96221>

